

L'intégration européenne à la croisée des chemins

Dominique Plihon

Université Paris-Nord

Economistes européens pour des
politiques alternatives en Europe

Luxembourg – 12 juin 2012

Plan de la conférence

I/ Les racines de la crise européenne

II/ La montée des déséquilibres dans l'espace européen

III/ Quelle sortie de crise ?

I/ Les racines de la crise européenne

- C'est en Europe que la crise économique et financière est la plus profonde
- Il s'agit d'une **crise systémique** liée aux **contradictions internes** de la construction européenne
- Ces contradictions internes ont conduit à la **montée de déséquilibres** qui font peser une lourde menace sur l'avenir de la construction européenne

Les contradictions internes

Depuis ses origines, la construction européenne est traversée par **deux séries de contradictions** :

- Approfondissement institutionnel vs élargissement géographique
 - Intégration par les politiques publiques communes vs intégration par la logique du marché
- => Depuis trente ans, primauté de l'élargissement géographique et de la logique de marché

Des choix idéologiques qui ont aggravé les contradictions internes

- **La doctrine monétariste (traité de Maastricht):** la construction de l'UEM fondé principalement sur le fédéralisme monétaire au détriment du fédéralisme économique et politique
- **La doctrine néolibérale (Acte unique) :** la libéralisation des échanges et des capitaux, vecteur principal de l'intégration; forte influence de l'ordo-libéralisme allemand

Une construction institutionnelle incomplète qui a conduit à la crise

- **Insuffisance des mécanismes d'ajustement** entre les pays de l'UE et de la zone euro
En particulier, absence de politique budgétaire et fiscale à l'échelle de l'espace européen
- **La crise systémique** de la zone euro est le résultat de ces contradictions internes exacerbées par la crise financière internationale
- Le fonctionnement de la zone euro a aggravé les déséquilibres entre pays membres

II/ La montée des déséquilibres au sein de la zone euro

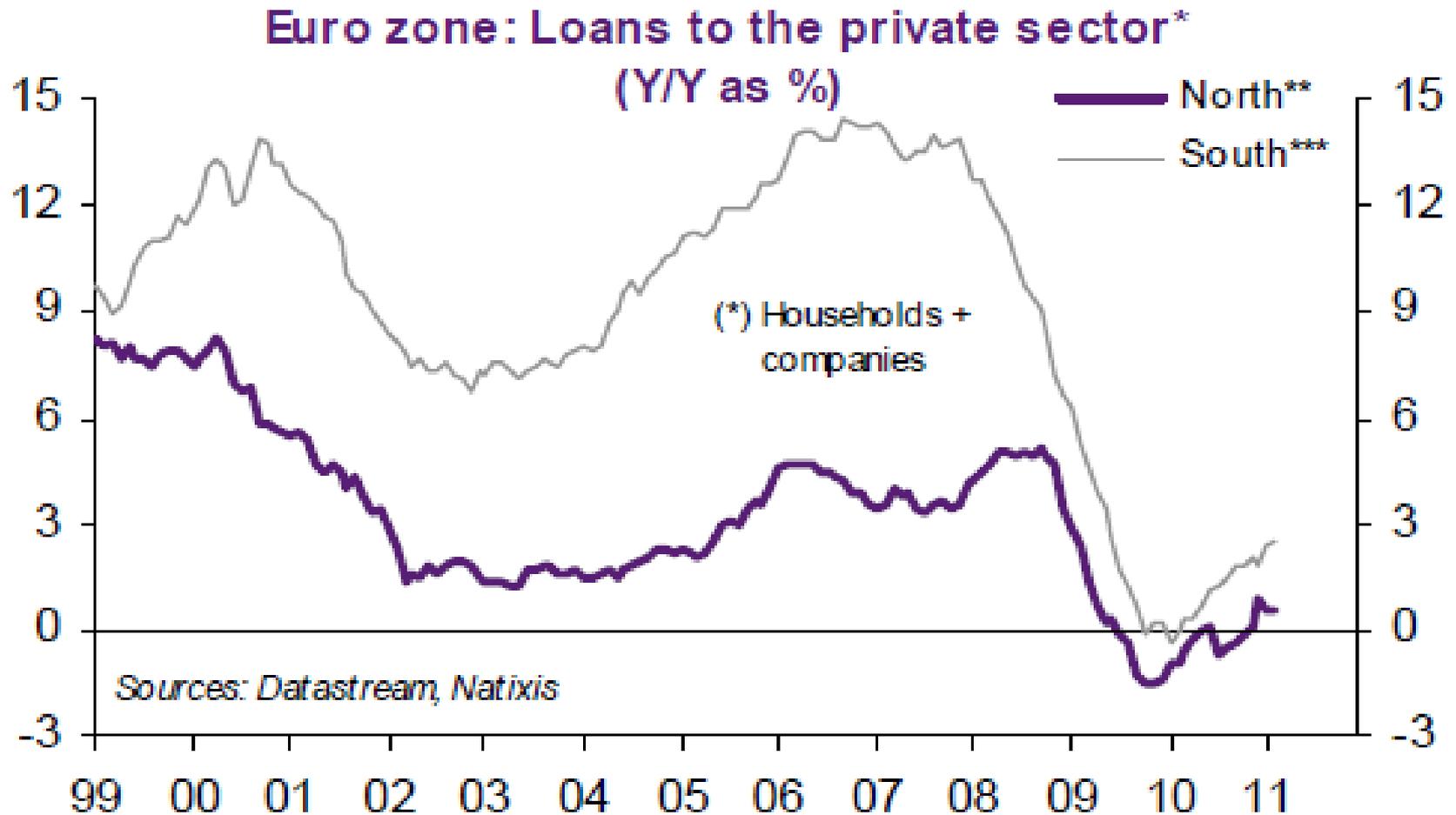
- Trois types de déséquilibres économiques et financiers globaux au cœur de la crise européenne :
 - Déséquilibres des comptes des agents privés
 - Déséquilibres extérieurs entre pays membres
 - Déséquilibres des finances publiques
- Polarisation des déséquilibres autour de deux groupes de pays du Nord et du Sud => hétérogénéité croissante de la zone euro

Diverging macroeconomic regimes

	GDP growth rate	Domestic demand growth rate	Inflation rate (GDP deflator)	Real interest rate (long term)	Wage share in GDP Change in perc. point	Public balance % GDP	Gross public debt % GDP	Current account balance % GDP
	1999 - 2007	1999 - 2007	1999 - 2007	1999 - 2007	1998 - 2007	2011	2011	2011
France	2.2	2.7	1.8	2.4	-0.2	-5.2	85	-3.1
Germany	1.6	0.7	0.8	3.1	-3.9	-1.0	82	5.1
Netherlands	2.5	2.0	2.6	1.5	-2.7	-5.0	65	5.0
Austria	2.5	1.6	1.5	3.0	-4.4	-3.4	72	2.7
Ireland	6.6	6.2	3.5	1.4	-2.1	-10.1	108	0.7
Italy	1.5	1.7	2.4	2.2	-0.5	-3.8	121	-3.6
Spain	3.7	4.6	3.9	0.8	-4.3	-8.5	72	-2.9
Greece	4.1	4.2	3.2	1.0	-2.1	-9.3	165	-7.8
Eurozone	2.1	1.7	2.0	2.1	-2.3	-3.6	88	-0.3
UK	2.8	3.5	2.4	2.3	0.6	-8.3	83	-2.3
United States	3.0	3.1	2.4	2.5	-1.9	-9.7	101	-3.3

Source : C. Mathieu & H. Sterdyniak (OFCE)

Private sector imbalances (S-I)

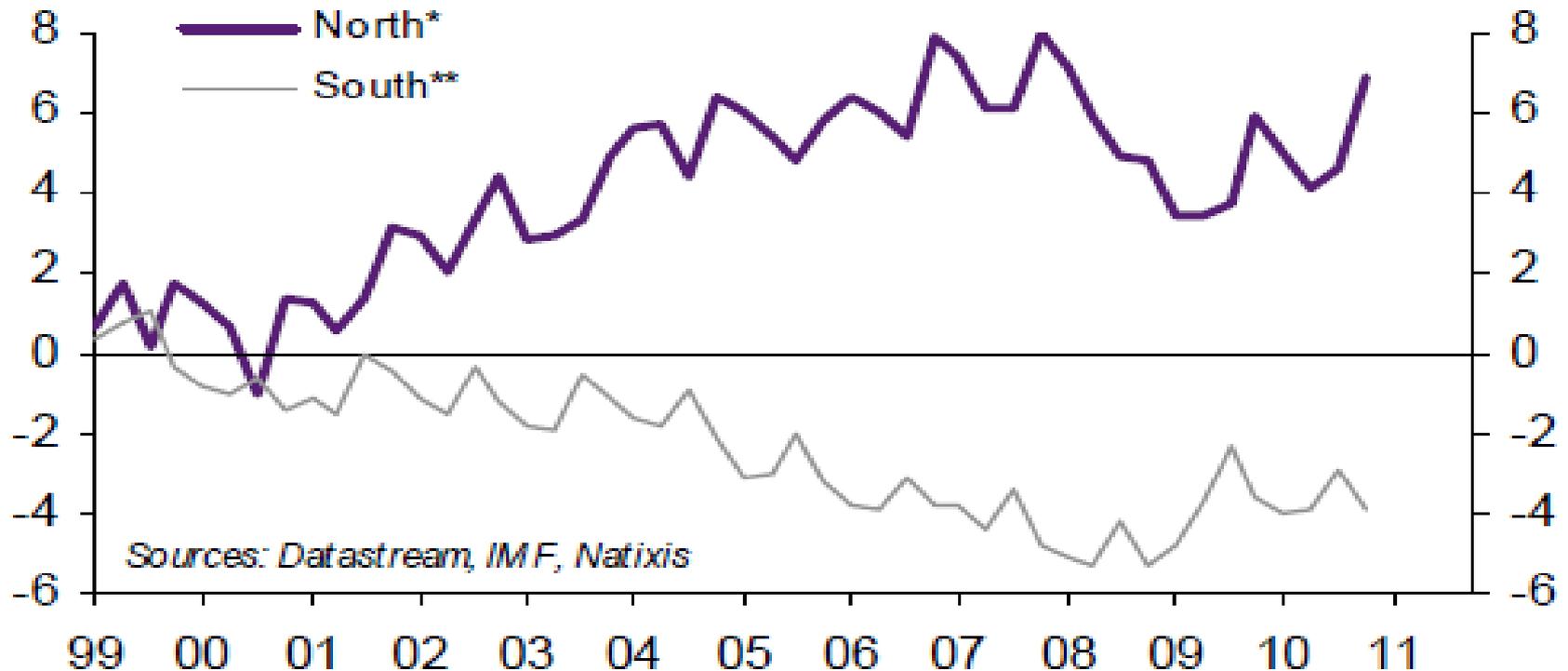


(*) Germany, Netherlands, Belgium, Austria, Finland, Slovakia and Slovenia

(**) France, Spain, Italy, Portugal, Greece and Ireland

Current account imbalances (X-M)

**Euro zone: Current-account balance
(as % of nominal GDP)**

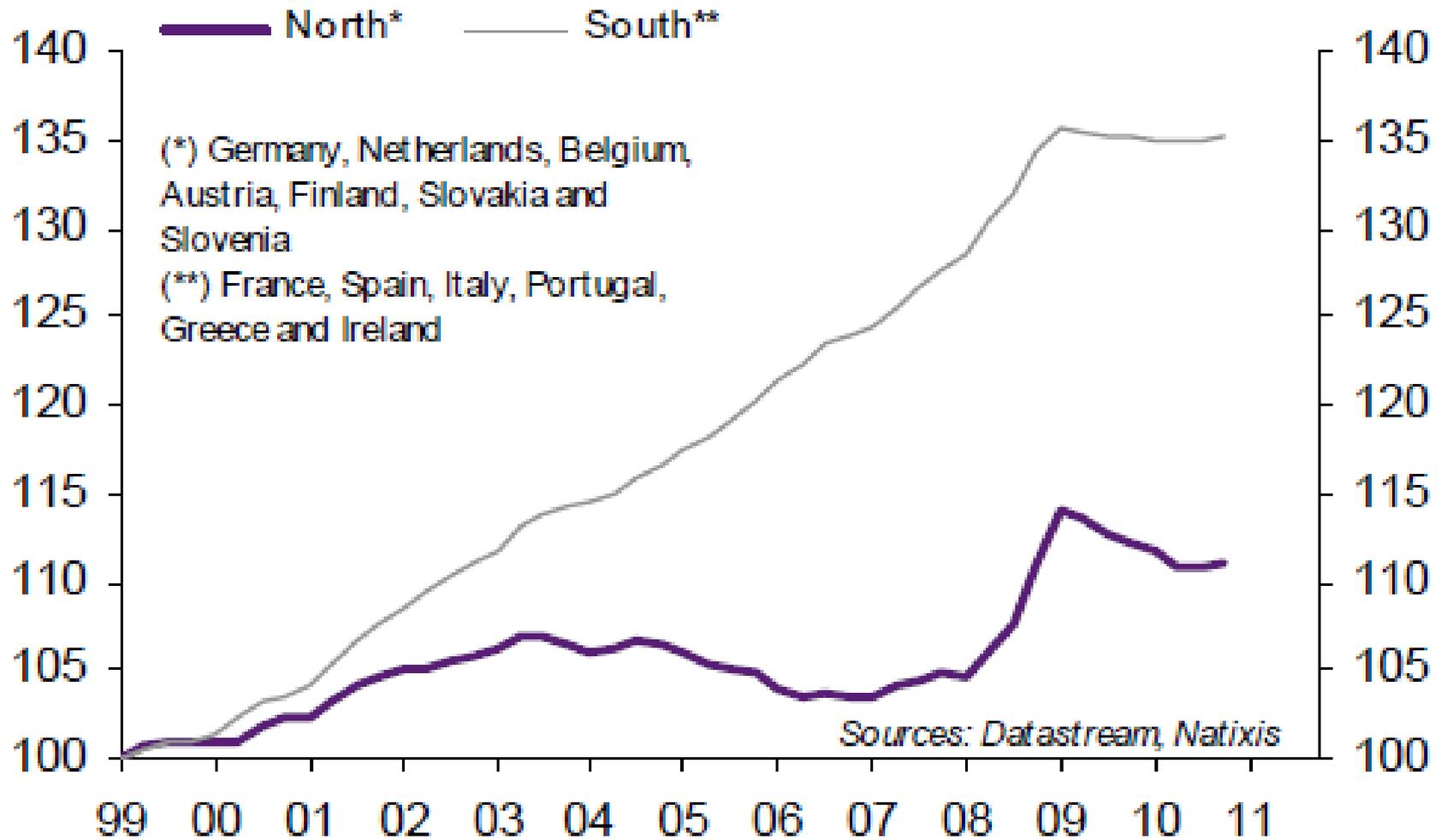


Sources: Datastream, IMF, Natixis

(*) Germany, Netherlands, Belgium, Austria, Finland, Slovakia and Slovenia

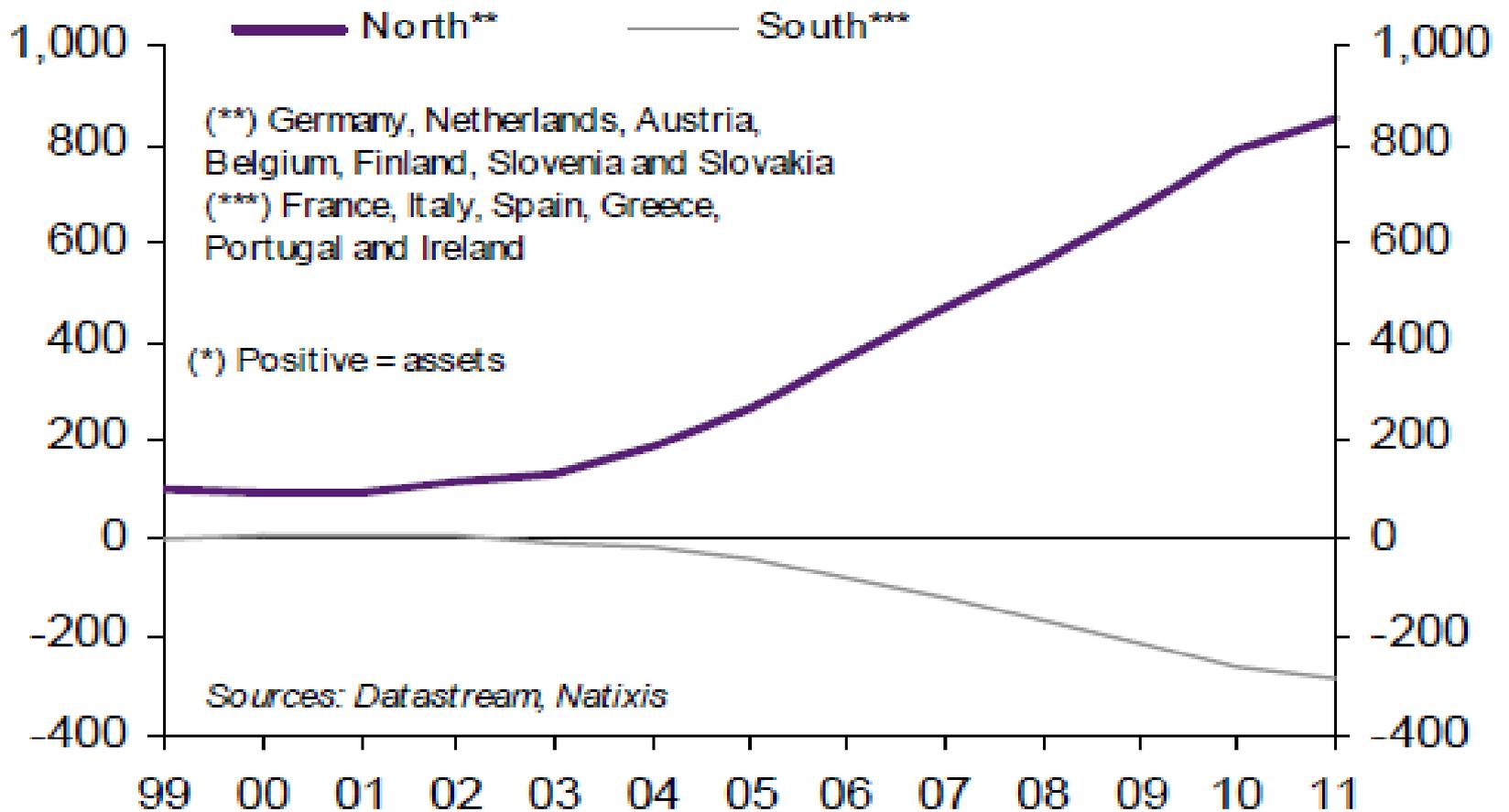
(**) France, Spain, Italy, Portugal, Greece and Ireland

Euro zone: Unit wage costs (1999:1 = 100)

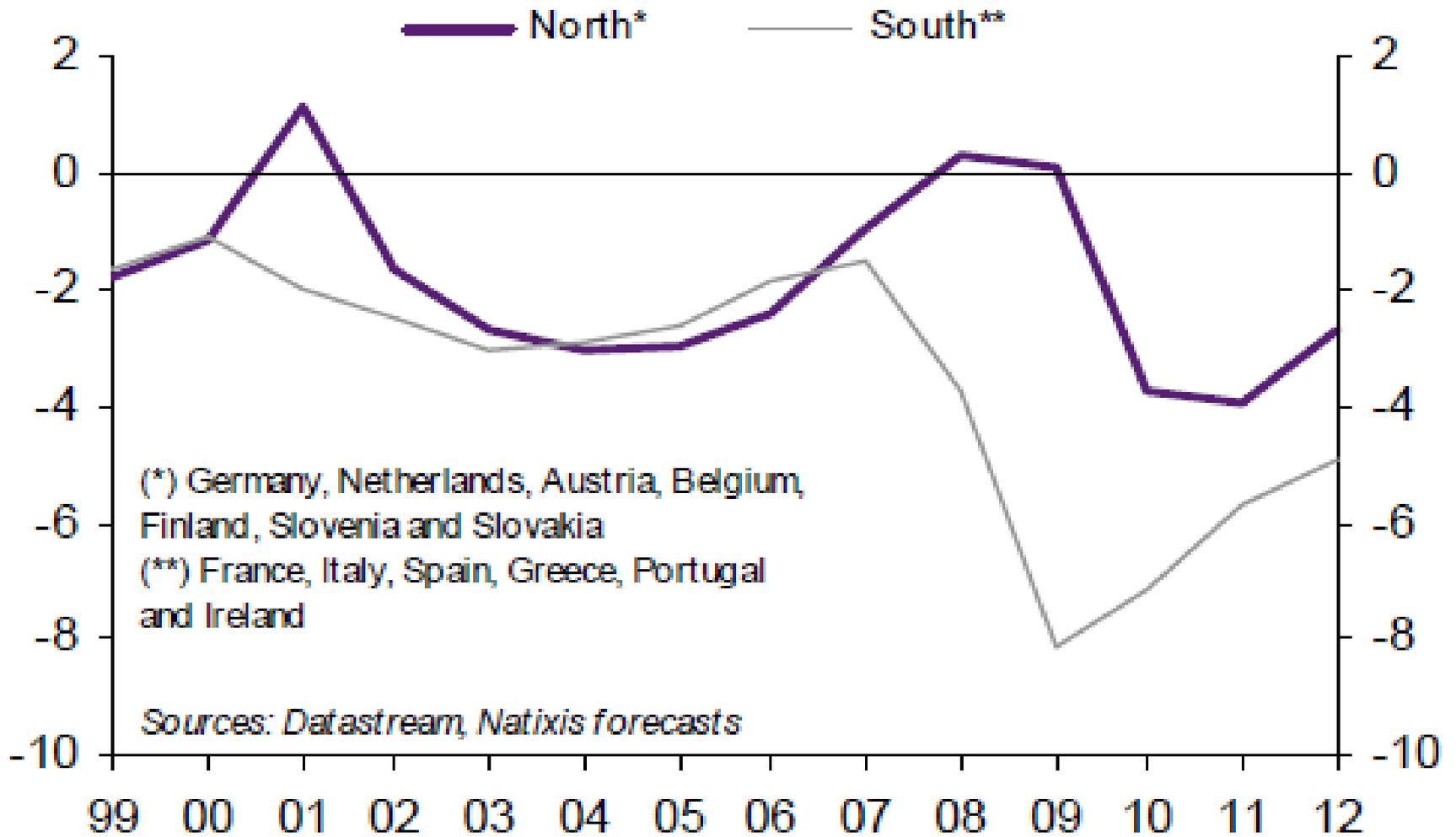


External imbalances : assets and debts

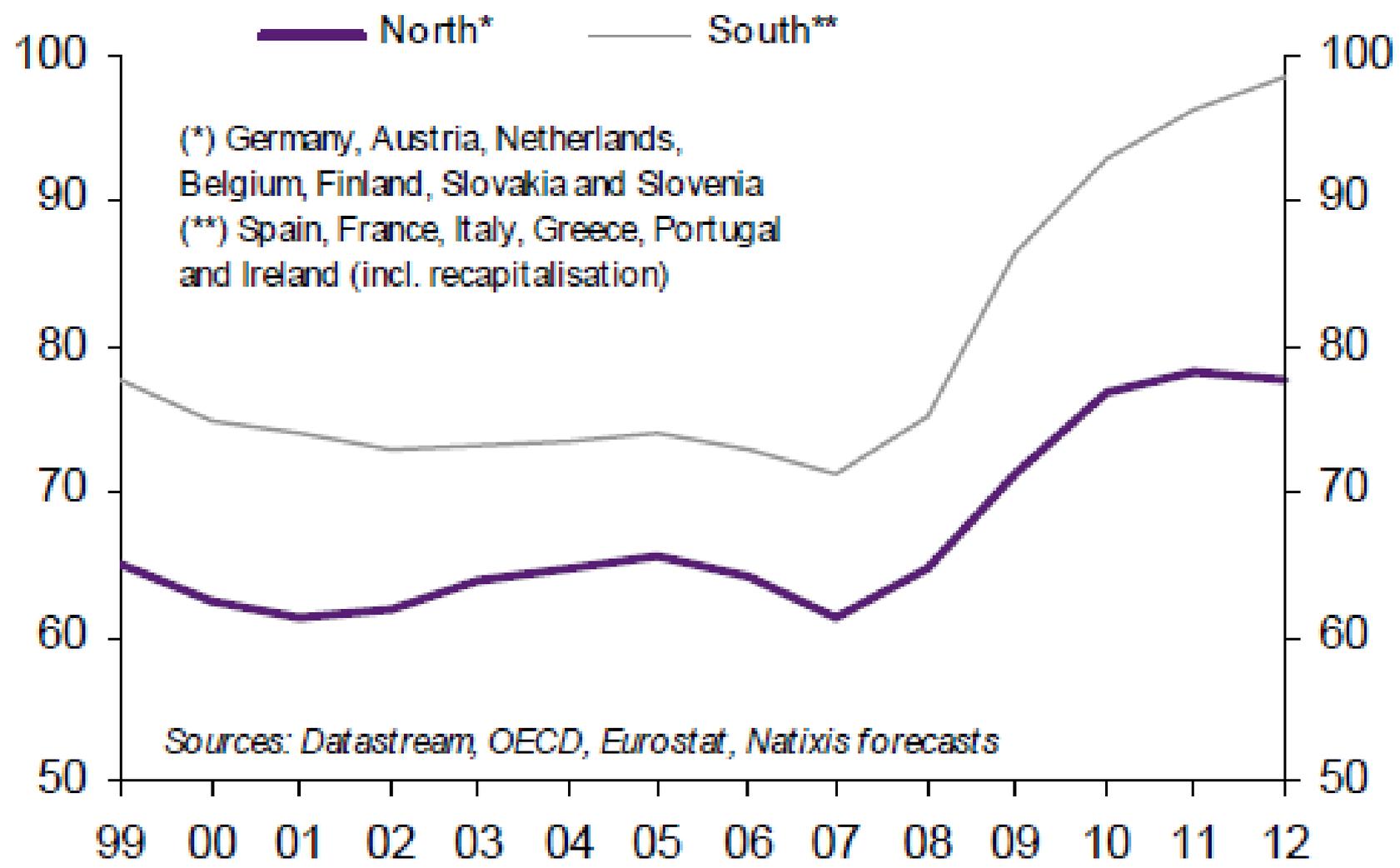
Euro zone: External assets or debts* (in EUR bn)



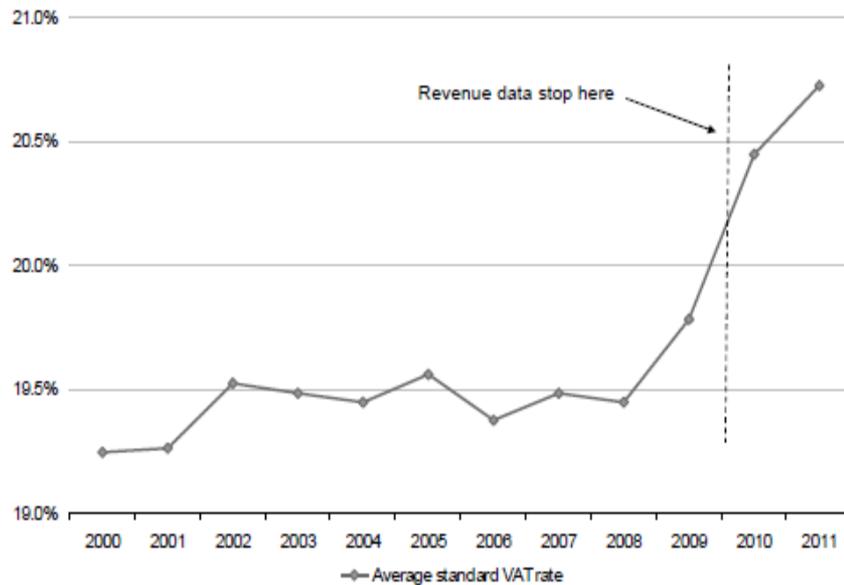
Euro zone: Fiscal deficit (as % of GDP)



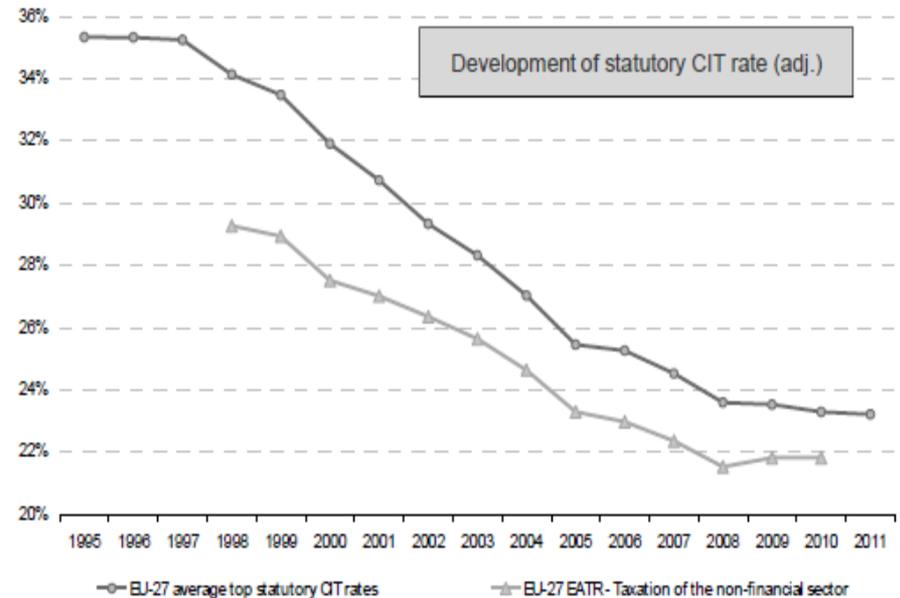
Euro zone: Public debt (as % of GDP)



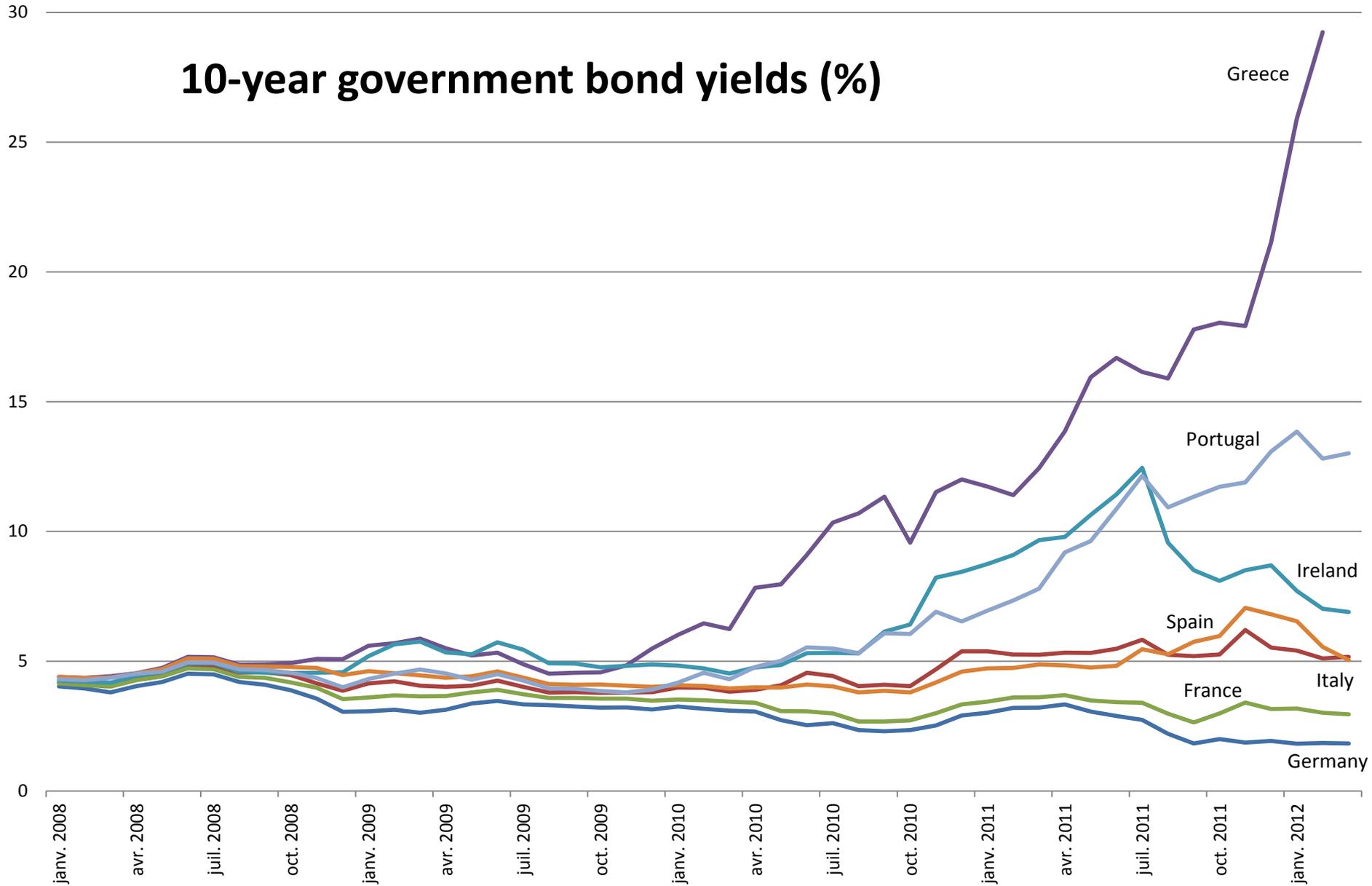
VAT standard rates have been hiked strongly as a result of the crisis



Crisis has not reversed, but possibly slowed, the steep decline in corporate tax rates



10-year government bond yields (%)



III/ Quelles politiques de sortie de crise ?

- 1/ Echech des politiques menées depuis 2009 par les autorités européennes
- 2/ Les réformes en cours sont dangereuses
- 3/ Des politiques alternatives sont nécessaires pour sauver la construction européenne

1/ Echec des politiques menées depuis 2009 par les autorités européennes

- Les déficits publics étaient moins élevés dans l'UE que les autres grands pays avancés avant la crise
- Pourtant la zone euro a été déstabilisée par la crise de ses dettes souveraines
- Les pays les plus fragiles de la périphérie (PIGS) ont été au bord du défaut de paiement
- La Grèce a subi 9 plans d'ajustement inefficaces
- L'Espagne a subi 4 plans d'ajustement; la crise des banques espagnoles menace la zone euro

Les principales causes de l'échec

- **L'accent mis sur les politiques d'austérité** qui se révèlent contre-productives et anti-sociales

Ces politiques cherchent à préserver les créanciers et font porter le fardeau des ajustements sur les populations => conséquences économiques, sociales et politiques dangereuses

- **L'insuffisance des politiques communes et des réformes** à l'échelle européenne :
 - faible solidarité financière entre pays membres (« no bail out »)
 - absence de politique budgétaire et fiscale commune
 - Le rôle de prêteur en dernier ressort de la BCE se limite au sauvetage des banques, au détriment des Etats
 - retard des réformes du système financier causé par les pression des lobby et les divisions entre pays membres

2/ Des réformes dangereuses

Deux nouveaux traités sont en cours de ratification :

A/ **Le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance économique et monétaire (TSCG)**

- La règle d'or : une aberration économique et politique

B/ **Le Mécanisme européen de stabilité (MES)** qui sera un « FMI européen »

- Ces deux traités sont dangereux pour l'avenir de la construction européenne pour deux raisons :
 - Ils **renforcent et pérennisent les politiques d'austérité**
 - Ils **sont anti-démocratiques** => fédéralisme autoritaire : pouvoir des institutions non élues (Commission et BCE) au-dessus des instances démocratiques (gouvernements, Parlements européen et nationaux)

3/ Des politiques alternatives nécessaires

A/ Une politique budgétaire et fiscale à l'échelle de l'Union Européenne

- Un budget européen significatif (5% puis 10% PIB)
- Une fiscalité européenne à commencer par la TTF

B/ Une Banque centrale, sous contrôle démocratique, avec des missions élargies : stabilité monétaire interne et externe, stabilité financière, croissance et emploi

Les politiques alternatives (suite)

C/ Des réformes financières pour encadrer les banques et les marchés :

- séparation des banques de dépôts et d'inv.
- contrôle social des banques
- création d'un pôle public bancaire et financier européen
- transformation des marchés OTC en marchés organisés
- traitement de la question des paradis fiscaux et réglementaires, sources d'évasion fiscale et d'instabilité financière

Pour conclure ...

Deux scénarii opposés sont possibles pour l'avenir de la construction européenne :

A/ **Un scénario noir d'implosion** si les politiques actuelles se poursuivent

B/ **Un scénario rose d'approfondissement de l'intégration européenne sur de nouvelles bases**

- Tout dépendra de la nature des réformes qui seront mises en œuvre
- Une véritable union politique démocratique est une étape nécessaire